

Bernard Lachaise, Gilles Le Béguec, Jean-François Sirinelli (dir.), Jacques Chaban-Delmas en politique, Actes du colloque organisé à Bordeaux les 18, 19 et 20 mai 2006, Paris, Presses universitaires de France, 2007.

David Valence

Les 18, 19 et 20 mai 2006, le Centre aquitain d'histoire moderne et contemporaine et le Centre d'histoire de Sciences Po organisaient à Bordeaux un colloque consacré à « Jacques Chaban-Delmas en politique », sous la direction de Bernard Lachaise, Gilles Le Béguec et Jean-François Sirinelli. Cet événement scientifique s'articula autour des approches qui participent du renouvellement de l'histoire politique depuis plusieurs années : attention portée aux rapports entre politique locale et débat national, intérêt pour la dimension informelle des rapports de pouvoirs et des codes de la vie publique, goût pour les itinéraires, moins analysés désormais dans leur dimension d'exemplarité supposée que comme éclats d'histoire. La publication des actes de ce colloque permet aujourd'hui de mesurer tout l'intérêt de la polyphonie en matière de biographie. A la diversité des axes de recherche mobilisés par les intervenants scientifiques répondaient en effet les propos de « Grands témoins » qui, plus qu'à illustrer leur version des faits, cherchèrent à rendre « une couleur du temps » que les seules archives ne permettent pas toujours de dévoiler. Il n'est pas certain au reste que le passage à l'imprimé rende justice à certains témoignages, dont les auteurs s'étaient autorisés plus de spontanéité de vive voix. On songe en particulier au propos de Pierre Pascal, ancien chef de cabinet de Jacques Chaban-Delmas à Matignon. Sur un terrain déminé par la remarquable communication de Sébastien Laurent, historien spécialiste des questions de renseignement, l'intéressé avait apporté en mai 2006 un éclairage précis et sans concession, dont la saveur ne pourra être retrouvée dans l'ouvrage publié au Presses universitaires de France.

De l'approche délibérément kaléidoscopique de cinquante années de vie publique émerge cette idée que Jacques Chaban-Delmas fut « formé » à la politique dans le creuset de la Résistance. On peut analyser avec subtilité l'entrée du dernier Délégué militaire national en politique, comme le fit à Bordeaux Patrick Troude-Chastenot, pour saisir la façon dont l'engagement sous l'Occupation put s'avérer un atout à l'heure de briguer les suffrages. Mais il est peut-être plus décisif de rechercher ce qui, dans le rapport au politique de Jacques Chaban-Delmas, procédait de l'expérience résistante. Attentif à la valeur des hommes plus qu'à leur passé ou à leur étiquette, le député de la Gironde, élu pour la première fois en novembre 1946, plaça sa vie publique sous le signe d'une double fidélité au général de Gaulle et aux valeurs de la Résistance intérieure. Son dédain pour l'esprit de chapelle, son goût subséquent des « contacts » officieux et des majorités d'idées ne saurait être réduit à un banal souci de parvenir. Au niveau bordelais, ces préoccupations se traduisirent par des élargissements successifs de la majorité municipale entre 1947 et 1965 en particulier. Malgré son attachement quasi filial pour de Gaulle, le maire de Bordeaux s'impliqua assez peu au RPF entre 1947 et 1953 : ce fut peut-être faute de reconnaître dans une logique opposant trop strictement les « purs » et les « nationaux » au « régime », loin de l'esprit de large Rassemblement qui avait présidé à la création du mouvement. L'homme du 18 juin se désolidarisant des parlementaires gaullistes en 1953, Jacques Chaban-Delmas n'eut de cesse, avec son secrétaire général Roger Frey, d'amener les

républicains sociaux au centre gauche, à travers une stratégie d'alliances et de participations gouvernementales qui lui fut amèrement reprochée par certains « Croisés » du gaullisme politique, comme le soulignèrent Bernard Lachaise et Frédéric Fogacci dans leurs communications. Pour autant, les rencontres entre de Gaulle et le ministre Chaban-Delmas ne cessèrent jamais complètement entre 1953 et 1958 : le Général ne mésestimait pas l'intérêt d'informations que seuls les acteurs du pouvoir pouvaient lui fournir. Comme l'a noté Gaetano Quagliariello dans un ouvrage récemment traduit en français, le gaullisme parlementaire et ministériel permit, malgré des résultats électoraux assez médiocres, de déchirer le voile d'infamie que le discours autoritaire du RPF avait plaqué sur les fidèles du Général aux yeux des autres formations politiques.

Ce balancement de Jacques Chaban-Delmas entre gaullisme de la fidélité et tentation de l'« ouverture » ne relevait ni du vocable de l'ambiguïté, ni de la conception strictement gaullienne de « Rassemblement ». Les velléités d'ouverture manifestées par le maire de Bordeaux, aussi bien à la fin de la IV^e République que plus tard à Matignon (1969-1972) ou après la victoire socialiste de 1981, se caractérisèrent par leur asymétrie. Loin d'un opportunisme peu attentif à la valeur des moyens, cette main ne fut jamais tendue qu'en direction de la gauche au niveau national. Il apparaît en outre que le gaullisme de Chaban n'était pas un unanimité. Le maire de Bordeaux avait intégré les données du combat démocratique et partisan mieux que les gaullistes les plus orthodoxes ne le firent jamais. Le maire de Bordeaux percevait la démocratie représentative comme une chance car elle permettait de constituer des majorités d'idées, qu'il préférait peut-être à la fiction d'unité nationale sur laquelle reposait la pensée politique du général de Gaulle. La nuance n'était pas anodine. Elle se pourrait peut-être observer dans la pratique des institutions de la V^e République, Chaban-Delmas ayant notamment imposé une certaine conception du rôle du Président de l'Assemblée nationale face au pouvoir exécutif. Souhaitant un effacement complet et sans retour de la IV^e République, il se voulut cependant le défenseur des députés, notamment pendant la guerre d'Algérie.

Nommé à Matignon, Jacques Chaban-Delmas prononça le discours sur « la Nouvelle société » le 16 septembre 1969. Des accents gaulliens et presque présidentiels s'y faisaient entendre, comme le notait Pierre Guillaume lors du colloque de Bordeaux. Ce style oratoire était placé au service de vues sensiblement plus libérales sur le plan politique que celles du général de Gaulle, voire de Georges Pompidou. Moins attaché à la fiction de l'unité nationale qu'à la qualité du dialogue entre les différentes formations politiques, Jacques Chaban-Delmas supprima le ministère de l'Information et réforma l'ORTF dès novembre 1969 : les radios et la télévision ne seraient plus désormais « la Voix de la France ». La création d'unités d'informations autonomes pour chacune des chaînes de radio et de télédiffusion substituait le pluriel au singulier s'agissant de l'expression de la Nation : réforme lourde de conséquences, à la fois pratiques et symboliques. Entouré d'hommes de progrès comme Simon Nora ou Jacques Delors, Jacques Chaban-Delmas chercha, pendant les trois années passées à Matignon, à organiser une concertation permanente entre l'Etat et les partenaires sociaux. Les initiatives du maire de Bordeaux étaient suivies de près à l'Élysée par Georges Pompidou, amateur et connaisseur des questions d'intendance autant que de grande politique. Comme souligne Lucia Bonfreschi, Jacques Chaban-Delmas devait également composer avec une majorité très conservatrice à l'Assemblée nationale, une sorte de Chambre « introuvable » : sans doute le Premier ministre eût-il pu déployer sa stratégie d'ouverture avec plus de légitimité face à un

hémicycle moins monolithique. La loi dite « anti-casseurs » de 1970 put apparaître comme un gage accordé aux « durs » de l'UDR.

Comme le montre Jean Garrigues, Jacques Chaban-Delmas ne réussit pas vraiment, après son départ forcé de Matignon en 1972, à « redresser » une image compromise par les affaires de la Garantie foncière et de « la feuille d'impôt ». L'étroitesse de la majorité issue des urnes en 1973 semblait donner une nouvelle actualité au thème de l'« ouverture » et traduire l'aspiration des Français à une conception plus libérale du pouvoir. Quand Jacques Chaban-Delmas se porta officiellement candidat à la magistrature suprême en avril 1974, la réduction de ses soutiens à la seule UNR, hors le cas particulier de Joseph Fontanet, ruina toutefois son image d'ouverture. Il s'avéra difficile de transformer des « contacts » en soutiens, en particulier dans le cadre d'une élection très médiatisée et très personnalisée, où la manœuvre de Jacques Chirac vint affaiblir une position moins solide qu'il n'y paraissait à première vue. Après sa défaite au premier tour, le maire de Bordeaux continua d'espérer un retour au premier plan, notamment à la fin des années 1970 ou au moment des élections législatives de 1986. La perspective gaulliste du « Rassemblement » avait pourtant perdu de sa substance dès les années 1980, à mesure que l'alternance s'inscrivait dans la pratique institutionnelle de la V^e République. Quant à la nuance « chabaniste » du gaullisme, plus attachée à la construction de « majorité d'idées » qu'à la fiction d'une unité *a priori*, elle fut marginalisée par la bipolarisation de la vie politique française et le fait majoritaire. La caducité de l'hypothèse Chaban-Delmas pour Matignon n'échappa pas à François Mitterrand en 1986.